

Monsieur Vincent Froideval
60310 Laberlière
vincent.froideval@gmail.com

Le 24 mars 2025

Objet : Opposition au projet éolien de la SAS Vallée de Boves sur la commune de Rotangy

Monsieur le commissaire enquêteur,

Fermement opposé à l'éolien en tant qu'aberration écologique et économique, je marque par ce document mon opposition au projet éolien sur le territoire de Rotangy dont vous avez la supervision de l'enquête publique.

La technologie éolienne a totalement colonisé et enlaidi notre beau département de l'Oise. Plus largement, la région Picardie a largement été sollicitée par les constructeurs éoliens, créant un véritable sentiment d'encerclement dans beaucoup de villages.

Depuis son lancement, l'éolien a été présenté comme un modèle de développement durable. La technologie était censée nous permettre de réduire nos émissions de dioxyde de carbone. Or, la France étant un pays largement décarboné grâce à la technologie nucléaire, l'initiative s'est révélée inutile. Progressivement, s'enfermant dans le déni, le discours éolien a quitté le domaine de la raison.

Le bilan des 20 dernières années en matière d'éolien est désastreux sur tous les plans, tant sur le côté écologique que sur le côté économique. Non content de nuire à la biodiversité et aux riverains, elles menacent fortement notre modèle énergétique par l'intermittence intrinsèque de la technologie.

Aujourd'hui, grâce à l'effort de nombreux citoyens, la vérité sur l'éolien commence à émerger. De plus en plus de français prennent conscience du leurre que représentent ces machines, résultats des appétits voraces des consortiums éoliens qui ne voient qu'une manière de générer de copieux bénéfices.

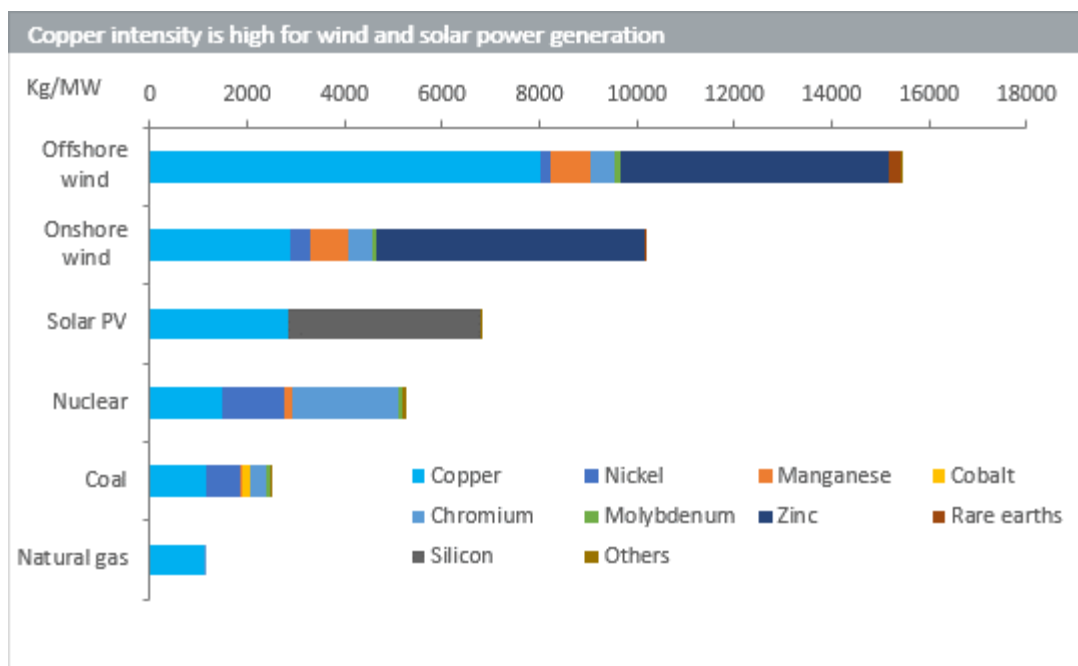
Je suis exaspéré de l'explosion du nombre de projets dans notre région. Je me suis déjà opposé de la même manière à d'autres parcs éoliens. Vous trouverez donc ci-dessous l'argumentation que je joins systématiquement aux enquêtes publiques pour justifier mon opposition.

Généralités sur l'éolien

Composition

Une éolienne se compose d'un socle, d'un mât en acier, d'une nacelle et de pales. Chaque socle met en jeu l'équivalent d'environ 1000 tonnes de béton et 50 tonnes de ferraille qui condamnent des terres agricoles et qui ne seront a priori jamais démantelés. Le mât en acier constitue la seule ressource recyclable, à condition bien sûr d'avoir les industries pour le recycler, ce qui est de moins en moins le cas en France. En revanche, les pales sont des matériaux composites, mélanges de fibres de verre, de fibres de carbone et de résines polymères. Comme la majorité des matériaux composites, ils sont intrinsèquement difficiles voire impossibles à recycler.

Une éolienne contient également plusieurs tonnes de cuivre, utilisé dans les bobines des générateurs, les transformateurs et les câbles électriques. Le graphique ci-dessous montre les besoins énormes en cuivre (en kg/MW) de l'éolien comparé aux autres modes de production. Il est évident que la prétendue « transition écologique » est en réalité un désastre car les besoins en minerais explosent.



Source: <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/minerals-used-in-clean-energy-technologies-compared-to-other-power-generation-sources>

L'extraction du cuivre repose sur les pays pauvres ou en voie de développement dans lesquels aucune norme n'est imposée, avec à la clé des catastrophes humaines et environnementales qui ne sont jamais mentionnées dans la propagande des promoteurs éoliens.

Nous sommes donc aujourd'hui réduits à importer la totalité de ces éléments qui génèrent une pollution sans commune mesure dans les pays où ils sont extraits. Il est donc tout à fait scandaleux de donner une image verdoyante aux éoliennes simplement parce que l'on a déplacé leur pollution dans d'autres pays, souvent des pays pauvres.

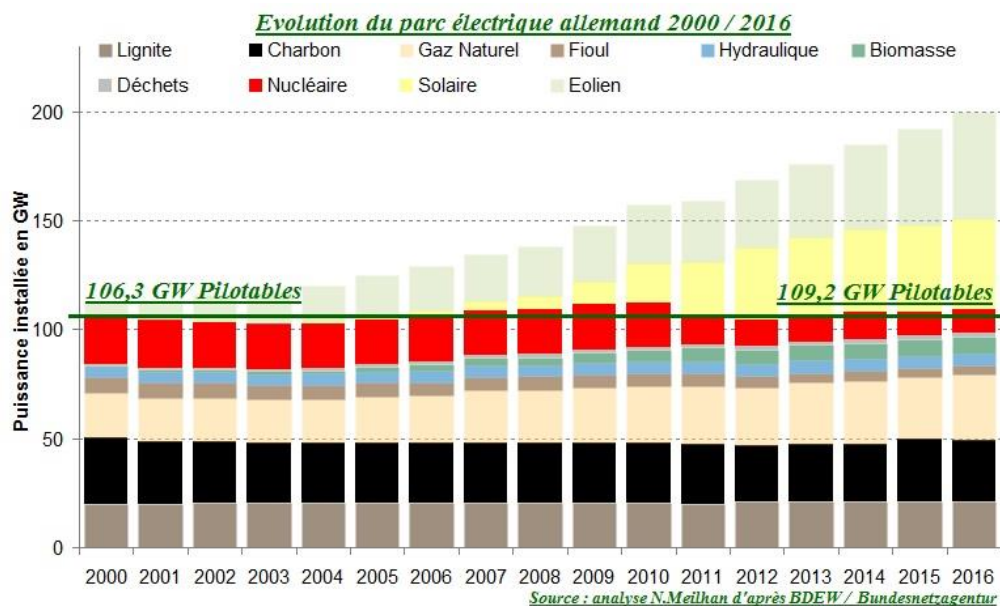
Fonctionnement

Les éoliennes sur le territoire français fonctionnent en moyenne 25% du temps dans l'année à leur puissance maximale. Elles n'atteignent leur pleine puissance qu'après 50 km/h et sont arrêtées à 90 km/h par souci de sécurité, laissant une fenêtre extrêmement réduite pour leur fonctionnement optimal. Les sociétés de l'éolien se pressent de vanter la puissance installée, souvent en donnant un équivalent en termes de foyers d'habitation, sans préciser que le nombre de kWh réellement produits est beaucoup plus faible que ce qu'on serait en droit d'espérer.

Il est clairement établi que l'énergie éolienne est une énergie intermittente qui ne peut pas exister indépendamment d'autres sources d'énergie. Dans la mesure où il est physiquement impossible de stocker l'électricité dans l'état actuel de la connaissance, comment répondre aux besoins en électricité lorsque l'éolienne ne produit rien ? En ajoutant des moyens pilotables (centrales thermiques à gaz notamment) qui démarrent lorsqu'il y a un manque de production. Laisser penser que la construction d'éoliennes pourrait avoir un impact positif sur l'environnement relève donc de la plaisanterie.

L'exemple par excellence en matière d'énergie éolienne est le cas du modèle Allemand. L'Allemagne a dépensé des dizaines de milliards pour construire des éoliennes, mais personne n'a vu décroître les émissions de CO₂ (900 millions de tonnes) et le kWh Allemand reste un des plus « sales » d'Europe.

Le graphe ci-dessous prouve que l'énergie éolienne ne permet absolument pas de remplacer le parc électrique existant.



Un non-sens économique

On ne peut comprendre le développement massif de l'éolien sans souligner la rentabilité scandaleuse offerte aux sociétés sur le dos des Français. En effet, pendant plusieurs années, pour favoriser les énergies dites renouvelables, l'Etat a instauré un mécanisme de prix garantis. EDF est donc contraint d'acheter le kWh éolien à un prix supérieur à celui du marché, la différence étant financée par la TICFE, taxe apparaissant sur la facture des Français. Cette manne a considérablement enrichi les industriels. Le mécanisme de rémunération de l'éolien a aujourd'hui quelque peu changé, mais le principe reste similaire. Les énergies dites renouvelables sont très subventionnées et pèsent sur le budget de l'Etat, ce qui est inadmissible lorsqu'on se retrouve avec 3000 milliards de dettes.

De la même manière, le foisonnement de l'éolien implique la construction de beaucoup d'infrastructures pour relier le tout au réseau. Une fois de plus, cela pèse sur les factures des Français via la taxe TURPE qui représente près de 30% de la facture.

Les promoteurs éoliens prétendent même rapporter de l'argent à l'Etat. C'est ce qui m'a été répondu lors de ma participation à l'enquête publique sur le projet éolien de Crapeaumesnil. J'ai tenu à recopier ci-dessous un article datant du 23/01/2023 de Patrice Cahart, inspecteur général des finances et d'Arnaud Casalis, ancien commissaire aux comptes, qui détaille le contenu de la manipulation des chiffres.

« Mis à part les exploitations anciennes sous obligation d'achat, offrant une totale garantie de rémunération en quantité et en prix, les éoliennes relèvent de deux régimes de subventions.

Le premier, c'est celui du complément de rémunération à «guichet ouvert», qui est applicable à toutes les exploitations récentes d'un maximum de 18 mégawatts (MW) et six engins. Dans ce régime, si l'exploitant vend son courant sur les marchés pour un montant inférieur à un prix contractuel (prix garanti), l'État lui verse la différence. Au contraire, si le prix de vente sur les marchés excède le prix garanti, l'État prend l'excédent. Le prix garanti est actuellement de l'ordre de 92 € le MWh, c'est-à-dire près de 2,5 fois celui de 42 € le MWh auquel EDF est tenue de vendre son électricité à des distributeurs concurrents (ARENH ou «Accès régulé à l'électricité nucléaire historique»).

Le second régime est prévu pour les installations éoliennes qui dépassent les limites de taille indiquées ci-dessus et qui remportent un appel d'offres. Le prix garanti est ici celui qui résulte de l'appel d'offres. Il est plus bas que pour le guichet ouvert, mais fonctionne de la même manière.

Ces deux régimes de droits à subvention s'appliquent, pour chaque éolienne concernée, durant quinze ou vingt ans. Ils ont été conçus pour garantir une rentabilité certaine aux opérateurs d'énergies renouvelables. Depuis leur création jusqu'en 2021, ils ont fonctionné dans un seul sens, car les cours du marché de l'électricité étaient assez bas : toujours des subventions, jamais de reprise par l'État. Un exploitant éolien moyen avait un prix de revient de l'ordre de 75 € le MWh, vendait son courant sur le marché pour un prix de l'ordre de 50 €, recevait de l'État un complément de rémunération d'environ 42 € (soit 92-50). Il bénéficiait d'une coquette marge bénéficiaire de 18,5 %. Peu de secteurs économiques peuvent se l'offrir. Pour beaucoup d'opérateurs, les subventions constituaient la moitié du chiffre d'affaires !

L'année 2022 ayant connu des bouleversements inattendus - guerre en Ukraine et arrêts de centrales nucléaires en France - le prix de l'électricité s'est envolé à des sommets, jusqu'à 2000 € le MWh sur le marché européen. D'où un enrichissement énorme et sans risque pour les exploitants éoliens. Le promoteur moyen a pu vendre chaque MWh à 500 €, d'où un profit de 425 € (soit 500-75), et une marge bénéficiaire de 85 %. Mieux encore : un opérateur qui achète du courant à EDF au prix de faveur de 42 € le MWh (ARENH) et le revend 500 € sur les marchés s'octroie un profit de 458 €.

Dans les ministères, on a cru néanmoins que la majeure partie de ce pactole - 30,9 milliards d'euros sur les énergies renouvelables dont 21,7 Md€ sur la seule filière éolienne - allait revenir à l'État. Tout ce qui aurait dépassé les prix garantis, échelonnés de 60 € à 100 € le MWh, aurait pris la direction de Bercy. Voilà qui permettait de financer le bouclier tarifaire des particuliers et les aides aux industriels énergivores.

Dans ce beau système, ce ne sont pas les filières d'énergies renouvelables qui créent ces recettes exceptionnelles pour l'État, mais bien une hausse exceptionnelle et conjoncturelle des prix de marché. La filière éolienne se rend donc coupable de tromperie pure et simple lorsqu'elle prétend rapporter de l'argent à l'État.

Las ! Nombre d'opérateurs malins sont sortis préventivement des contrats, de façon à ne rien reverser à l'État. Il faut croire que ces contrats, dont les termes sont secrets, étaient bien mal rédigés. Selon la CRE, « ces résiliations entraînent une perte considérable pour le budget de l'État, de l'ordre de 6 à 7 Md€ pour les deux années 2022 et 2023 cumulées ». »

Les nuisances pour les riverains et la faune

L'éolien a réussi à attirer contre lui les foudres de toutes les populations locales qui côtoient ces machines. Les nuisances sont multiples. Elles sont d'abord visuelles avec une forte pollution lumineuse de jour comme de nuit. En particulier, le nord de l'Oise a largement subi les assauts de l'éolien, créant de part et d'autre du département un véritable phénomène d'encerclement provoqué par l'omniprésence de ces machines.

Elles impactent aussi la faune car elles engendrent une mortalité très importante d'oiseaux et de chauves-souris.

Enfin, comme l'a souligné la Cour d'Appel d'Amiens en 2019, l'éolien provoque une dépréciation des prix de l'immobilier d'environ 20%.

Projets éoliens : des rapports inquiétants entre les industriels et les élus locaux

Les développeurs éoliens démarchent souvent les élus locaux en leur promettant des retombées économiques pour leur commune, des travaux routiers ou des aménagements. La plupart du temps, une fois l'autorisation obtenue, elle est directement mise en vente. Impossible donc de demander des comptes à long terme sur l'évolution du parc éolien.

Le rapport de 2014 du Service Central de Prévention de la Corruption précise que « l'éolien est devenu l'activité des affairistes qui écument quotidiennement le territoire. Des milliards d'euros en provenance de fonds opaques sont investis dans ce business ».

Le Service Central de Prévention de la Corruption, dépendant du ministère de la justice, a également reconnu que « le développement de l'éolien semble s'accompagner de nombreux cas de prise illégale d'intérêts impliquant des élus locaux ».

Il importe donc de dénoncer les cadeaux concédés par les promoteurs aux communes concernées, présentés sous la forme de « mesures compensatoires » et qui relèvent d'une relation malsaine entre les promoteurs et certaines mairies.

Conclusion

On pourra conclure cette lettre en répétant l'exaspération des populations locales dans le développement anarchique et anti-démocratique de l'éolien.

Ces enquêtes publiques à répétition sont lassantes. De plus en plus d'enquêtes publiques se soldent par des avis négatifs compte tenu de l'opposition croissante des associations et des populations locales. La multiplication de ces enquêtes a pour but de diviser pour mieux régner et décourager les opposants car la lecture des centaines de pages de dossiers administratifs est impossible pour chaque projet.

Il est temps de mettre un point d'arrêt définitif à la folie de l'éolien. Vous avez aujourd'hui le pouvoir d'arrêter cette folie et de sauvegarder nos paysages.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

Cordialement

Vincent Froideval